

DIPLOMATIE GD

# DIPLOMATIE

AFFAIRES STRATÉGIQUES ET RELATIONS INTERNATIONALES

FÉVRIER - MARS 2023

LES GRANDS DOSSIERS N° 72

## Géopolitique des ÉNERGIES

Économie  
Puissance  
Ressources  
Conflits...

Pétrole, gaz, charbon,  
nucléaire, hydrogène,  
énergies renouvelables...

Chine, Russie, Ukraine,  
Asie centrale, Afrique,  
France, Europe, États-Unis...



Retrouvez-nous sur [Areion24.news](https://www.Areion24.news)

BEL.: 12 € CDN.: 17,99 \$ CH.: 20,50 CHF.: 12 € DOM.: 11,50 € ESP.: 11,30 € GR.: 11,30 €  
IT.: 11,30 € LUX.: 12 € MAR.: 86 MAD. TOM.: 1300 CFP. PORT. CONT.: 11,30 €

L 17569 - 72 - F: 10,95 € - RD



# SOMMAIRE



## LES GRANDS DOSSIERS DE DIPLOMATIE, N° 72 GÉOPOLITIQUE DES ÉNERGIES

# GÉOPOLITI

Edito ..... 3

## **PAYSAGE ÉNERGÉTIQUE** ..... **6**

ANALYSE Quels défis géopolitiques dans un monde en transition énergétique ? ..... 8

FOCUS Charbon minéral : un difficile recul dans le mix énergétique mondial ..... 13

ANALYSE La place des hydrocarbures dans le bouquet énergétique mondial ..... 16

ANALYSE Quelles modalités pour la nouvelle renaissance du nucléaire ? ..... 20

ANALYSE Les énergies renouvelables, clés de résilience pour le futur ..... 23

FOCUS L'importance des énergies renouvelables dans le monde ..... 27

FOCUS Hydrogène : une nouvelle géopolitique se dessine-t-elle ? ..... 28

## **EUROPE ET ÉNERGIE** ..... **32**

ANALYSE À la recherche des prix de l'énergie ..... 34

ANALYSE Crise énergétique : un an après, quelles priorités pour la politique énergétique européenne ? ..... 38

FOCUS Crise énergétique ou l'impérieux besoin de repenser le rapport français à l'énergie ..... 42

ANALYSE La politique électrique européenne, lourde de conséquences délétères ..... 44

FOCUS Les compagnies pétro-gazières occidentales ou le difficile équilibre entre transition énergétique et ruptures géopolitiques ..... 50

# QUE DES ÉNERGIES

## DIPLOMATIE ÉNERGÉTIQUE ..... 52

ANALYSE Les ressources énergétiques :  
un levier de puissance ..... 54

ANALYSE Bouleversements géopolitiques :  
quels impacts sur la rente pétrolière des pays arabes ? ... 59

ANALYSE De la sécurité à la domination énergétique :  
la diplomatie énergétique américaine à l'aube  
de la transition ..... 63

ANALYSE La Chine : vainqueur de la transition  
énergétique ? ..... 66

ANALYSE Le gaz naturel russe : la fin de l'arme  
énergétique de Moscou ? ..... 69

ANALYSE Entre opportunités et « malédiction »,  
quel avenir pour les nouvelles puissances énergétiques ? .. 73

FOCUS L'enjeu de l'évacuation des ressources  
énergétiques d'Asie centrale ..... 77

PORTFOLIO Le Kazakhstan, un partenaire  
stratégique de la France ..... 79

## CONFLITS ET ÉNERGIE ..... 80

ANALYSE L'énergie, ça sert d'abord à faire la guerre ..... 82

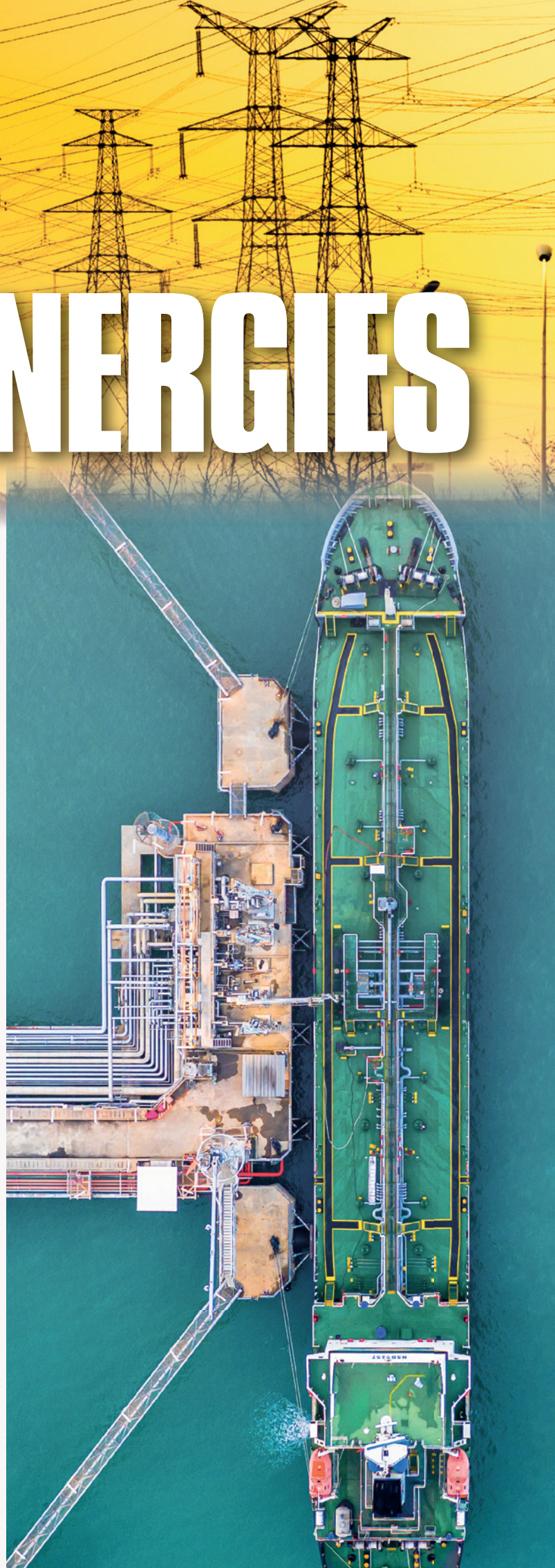
ANALYSE Le sabotage des *Nord Stream* ..... 86

ANALYSE L'énergie au cœur de la stratégie russe  
en Ukraine ..... 88

CARTOGRAPHIE Le « Grand Jeu » énergétique  
et frontalier en Méditerranée orientale ..... 91

ANALYSE Géopolitique de l'énergie fossile en Afrique :  
une nouvelle « malédiction des ressources » ? ..... 92

Lectures ..... 96



En partenariat avec

FONDATION  
pour la RECHERCHE  
STRATÉGIQUE

analyse

Par **Djenabou Cisse**,  
chargée de recherche pour la  
Fondation pour la recherche  
stratégique.

**Photo ci-dessus :**

À Mutukula, en Ouganda, le président tanzanien John Magufuli (à gauche) se tient au côté du président ougandais Yoweri Kaguta Museveni devant le panneau de projet pour la construction de l'oléoduc de pétrole brut d'Afrique de l'Est (EACOP), en septembre 2017. L'oléoduc, méga-projet pétrolier de TotalEnergies, traverse seize aires naturelles protégées et les travaux ont donné lieu à des « violations des droits de l'homme » comprenant des « arrestations, actes d'intimidation et harcèlement judiciaire contre les défenseurs des droits humains et les organisations non gouvernementales », d'après la résolution non contraignante émise par le Parlement européen en septembre 2022. (© Tina Smole/AFP)



## Géopolitique de l'énergie fossile en Afrique : une nouvelle « malédiction des ressources » ?

Au cœur de nombreux enjeux économiques et géopolitiques, l'énergie en Afrique est parfois source de tensions politico-sécuritaires. Il serait toutefois erroné de parler de guerres énergétiques : l'énergie est moins une cause directe de conflit qu'un catalyseur venant exacerber des dynamiques conflictuelles préexistantes sur le continent.

**D**epuis plusieurs mois, TotalEnergies fait l'objet de multiples manifestations populaires et actes de désobéissance civile dénonçant ses projets d'expansion dans les énergies fossiles, notamment son projet « EACOP » d'oléoduc chauffé entre l'Ouganda et la Tanzanie. Soulignant notamment un risque majeur de marée noire, ONG <sup>(1)</sup> et acteurs de la société civile accusent le mégaprojet de porter atteinte à l'environnement, mais aussi à la sécurité et aux droits humains des populations locales. Les déboires de TotalEnergies illustrent les tensions sociétales que peuvent générer les activités de production et d'extraction d'énergie dans certains pays. De nombreux fantasmes sont associés aux liens entre ressources naturelles et dynamiques conflictuelles, en

particulier concernant les hydrocarbures en Afrique. Des observateurs comme Richard Auty ont même développé le concept de « malédiction des ressources », affirmant l'existence d'une corrélation négative entre la richesse en ressources naturelles d'un pays et son niveau de développement. Comme souvent, la réalité est plus complexe. Si l'énergie reste un enjeu majeur au cœur de nombreuses dynamiques de pouvoir en Afrique, les conflits sur le continent sont multifactoriels et ne peuvent être expliqués sous le simple prisme des ressources énergétiques.

### Un continent riche en ressources énergétiques...

L'Afrique est un continent riche en ressources énergétiques, aussi bien non renouvelables (pétrole, gaz, uranium, charbon)

que renouvelables (biomasse, énergies hydroélectrique, solaire, éolienne). D'après les données publiées par BP (2), en 2021, la production pétrolière de l'Afrique subsaharienne a atteint 344,7 millions de tonnes, soit 8,2 % de l'offre mondiale et un taux de croissance annuel de 4,5 %. La production africaine de gaz naturel s'élevait quant à elle à 257,5 milliards de mètres cubes en 2021, soit 6,4 % de l'offre mondiale pour un taux de croissance annuel de 11,7 %. Le continent abrite de grands pays producteurs de pétrole et de gaz tels que le Nigéria, l'Angola, la Libye et l'Algérie. Les réserves pétrolières africaines prouvées sont passées de 75 milliards de barils en 1997 à 125,3 milliards en 2021 (3). Le potentiel énergétique du continent est d'autant plus important qu'il est sous-exploité. Le golfe de Guinée, en particulier, contiendrait encore de vastes réserves intactes de brut léger restant à être trouvées (4).

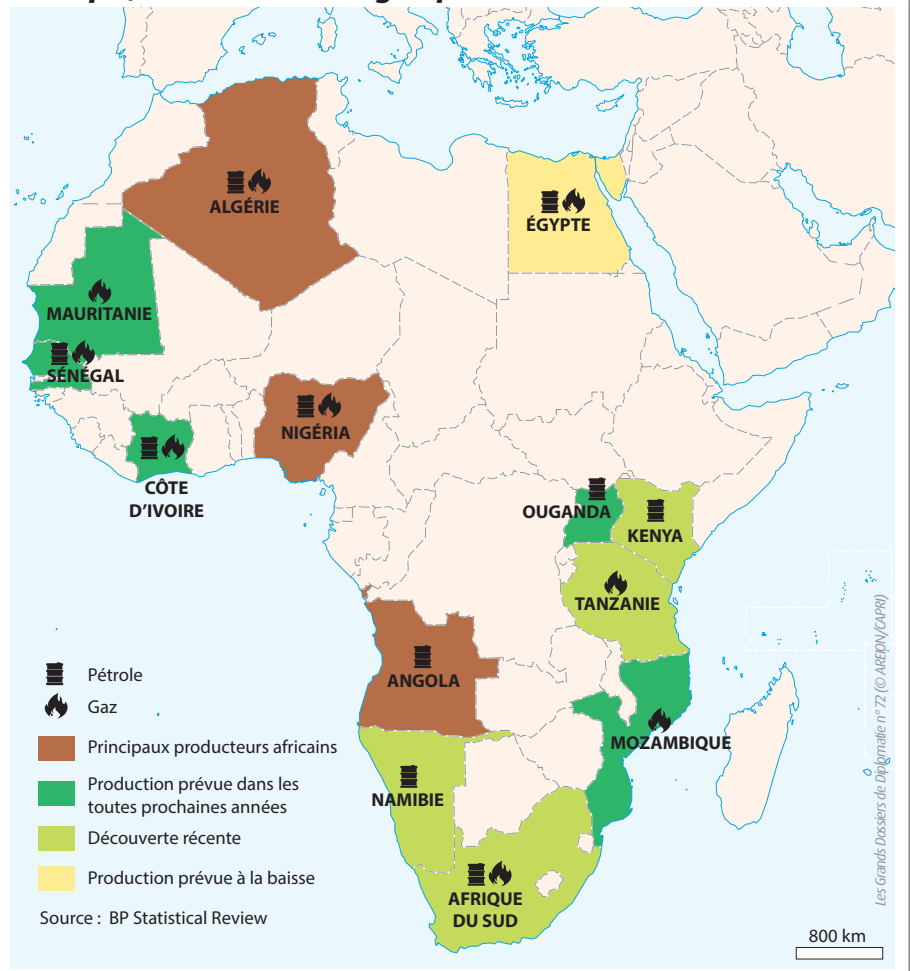
Ces dernières années, de nouveaux gisements ont été découverts ou mis en production — y compris dans des pays où la production d'hydrocarbures était jusqu'alors nulle — grâce notamment aux progrès réalisés dans la production et l'exploration en offshore profond et ultra-profond. Au Mozambique, des gisements de gaz naturel — les plus importants jamais trouvés

perspectives séduisantes pour les investisseurs extérieurs, en vertu d'un ratio coûts/ressources exploitables plus intéressant. L'impératif de diversification et de sécurisation des approvisionnements énergétiques a en outre poussé de plus en plus de pays (dont les États-Unis, la Chine et les membres de l'Union européenne) à se tourner vers l'Afrique subsaharienne. Entre 2010 et 2015, les investissements chinois dans le secteur énergétique de l'Afrique subsaharienne ont représenté un cinquième (13 milliards de dollars) des investissements totaux dans ce secteur dans la région (6). Les réserves d'uranium du continent — qui abrite trois des dix plus grands détenteurs mondiaux de ressources en uranium (Niger, Afrique du Sud, Namibie) — suscitent un intérêt extérieur croissant. De même, l'offensive russe contre l'Ukraine lancée en février 2022 est venue « rebattre les cartes de la géopolitique de l'énergie » (7), en rappelant notamment aux Européens la nécessité de réduire leur dépendance aux hydrocarbures russes. Alors qu'en 2021, 43,2 % des importations de gaz de l'Union européenne (UE) provenaient de la Russie, contre 21 % de l'Afrique (8), les pays les plus dépendants en hydrocarbures russes se tournent aujourd'hui davantage vers les pays exportateurs africains (Algérie, Nigéria, Libye, Angola, Mozambique, Égypte). L'Italie, dont 45 % du gaz importé proviennent de Russie, a signé en 2022, peu de temps après le début de l'offensive russe, des accords gaziers avec l'Algérie, l'Égypte, l'Angola, et le Congo.

*“ L'Afrique suscite des intérêts croissants de la part de l'étranger depuis plusieurs décennies. Outre sa position stratégique facilitant les échanges avec les pays occidentaux et asiatiques, le manque d'infrastructures des pays d'Afrique subsaharienne a favorisé l'implication des compagnies étrangères dans l'exploitation du pétrole africain. ”*

au sud du Sahara (5 000 milliards de mètres cubes) —, ont été découverts dans la province du Cabo Delgado en 2010. Cette province a vu naître plusieurs projets dont le champ gazier de Coral Sul, exploité par un consortium mené par la société pétrolière italienne ENI. Première installation flottante de gaz naturel liquéfié (GNL) opérant en eaux ultra-profondes en Afrique, elle peut produire 3,4 millions de tonnes de GNL par an (5). Avec ce projet, le Mozambique ambitionne à terme de rentrer dans le club fermé des principaux exportateurs de GNL dans le monde. L'Afrique suscite donc des intérêts croissants de la part de l'étranger depuis plusieurs décennies. Outre sa position stratégique facilitant les échanges avec les pays occidentaux et asiatiques, le manque d'infrastructures des pays d'Afrique subsaharienne a favorisé l'implication des compagnies étrangères dans l'exploitation du pétrole africain. Les producteurs subsahariens ayant des capacités matérielles et techniques limitées, ils tendent à céder aux investisseurs étrangers un contrôle plus large de leurs ressources pétrolières. Ainsi, le continent offre des

## L'Afrique, un eldorado énergétique ?



# Conflits et énergie

En conséquence, les majors internationales en collaboration avec les compagnies pétrolières nationales restent les principaux acteurs de production en Afrique, couvrant près de 75 % de la production d'hydrocarbures du continent depuis une décennie (9).

## ...qui profite peu de ses propres ressources

L'Afrique ne profite pas ou peu de ses propres ressources, bien qu'abondantes. Alors que les populations subsahariennes constituent environ 16 % de la population mondiale, elles ne consomment que

obsolètes et d'une corruption endémique touchant de nombreux secteurs du pays. Par ailleurs, la guerre en Ukraine, ayant entraîné une hausse des prix du pétrole brut, les populations n'ont plus les moyens d'utiliser des générateurs pour pallier les pannes d'électricité. Bien que premier producteur de pétrole en Afrique jusqu'en 2021, le pays importe plus de 90 % de son carburant en raison de capacités de raffinage insuffisantes, causant des difficultés fréquentes d'approvisionnement.

Le cas nigérian illustre le phénomène bien connu de la « malédiction des ressources », ou « *Dutch disease* » (13), selon lequel les revenus importants générés par l'exportation pétrolière ne produisent pas pour autant de développement économique. Les pays africains exportateurs de pétrole sont souvent condamnés à la monoproduction d'exportation, avec des ventes de pétrole représentant plus de 90 % des recettes totales d'exportations. Lorsque la rente pétrolière n'est pas détournée par des acteurs corrompus, elle est souvent utilisée pour des dépenses improductives ou la mise en place de tarifs sociaux très coûteux. Afin de maintenir des prix à la pompe artificiellement bas, l'État nigérian subventionne le carburant depuis les années 1970. Malgré le coût exorbitant de ces systèmes de subventions pour certains États, ils leur permettent d'assurer un semblant de paix sociale, dans des sociétés marquées par de très fortes inégalités socioéconomiques. Cela étant, les consommateurs restent exposés à la volatilité des prix du pétrole, ce qui accroît la fragilité des économies pétrolières sur le moyen-long terme. Au Nigéria, la hausse des prix du pétrole à la suite de la crise ukrainienne a augmenté la demande en carburant et par conséquent aggravé la crise énergétique du pays. En août 2022, le Nigéria a perdu sa place de premier producteur pétrolier au profit de l'Angola, en raison de sabotages et de vols de pétrole brut (14).

## L'énergie, un facteur d'insécurité

Le décalage entre production, transformation et consommation énergétique — notamment lié à l'héritage colonial des économies africaines dépendantes des ressources naturelles — est ainsi une source majeure de tensions en Afrique. Dans plusieurs pays, les difficultés d'accès des populations à l'énergie, au cœur de nombreuses mobilisations

(Ghana en 2015, Cameroun en 2017), favorisent les frustrations populaires. En septembre 2017, des manifestations au nord-ouest de la Guinée réclamant le raccordement à l'électricité ont fait un mort et plusieurs blessés, à la suite d'affrontements entre manifestants et forces de l'ordre. En août dernier, en Afrique du Sud, une grève nationale a eu lieu pour dénoncer les coupures d'électricité, dues à la vétusté des centrales à charbon. Sur le continent, les problèmes d'approvisionnement en énergie alimentent la rupture entre les populations et les élites dirigeantes. Ces tensions sociales peuvent déboucher sur des violences et autres tensions sécuritaires.

La compétition pour l'accès aux ressources énergétiques favorise les conflits intraétatiques. À l'intérieur des pays, les déficits de gouvernance et faiblesses des structures étatiques exacerbent les luttes de pouvoir pour le contrôle de la rente pétrolière. La ressource pétrolière a ainsi alimenté des conflits internes en Libye, au Soudan et au Tchad, entre autres. Depuis l'indépendance du Nigéria en 1960, les populations locales des régions pétrolières accusent le gouvernement central d'accaparer les revenus pétroliers. La question du partage de la rente a été un catalyseur dans la guerre sécessionniste du Biafra (1967-1970) opposant les Ibos (ethnie majoritaire du Sud-Est nigérian où se trouvent les réserves pétrolières) et le pouvoir central. Le sentiment de marginalisation des populations de la région pétrolière du delta du Niger a contribué à l'apparition, en 2004-2005, du Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger (MEND), disant lutter pour la défense des populations de la région et une meilleure répartition des revenus pétroliers. Multipliant les actions violentes contre l'État et les compagnies pétrolières (sabotages d'oléoducs, occupation d'installations), les actions du MEND ont favorisé une chute d'un tiers de la production quotidienne de pétrole nigérian en 2009, selon l'AIE (15).

Bien que moindre par rapport aux conflits internes, l'impact de l'exploitation des ressources énergétiques est non négligeable sur les conflits interétatiques. Dans le cas de litiges frontaliers entre deux pays, la présence d'importantes réserves énergétiques dans la zone disputée a pu constituer un enjeu, comme dans le conflit de Bakassi (péninsule riche en pétrole et en gaz) entre le Nigéria et le Cameroun. Le pétrole a aussi souvent



### Photo ci-dessus :

Champ pétrolier en Libye. Si la production d'hydrocarbures tournait au ralenti depuis 2011 en Libye, la Compagnie libyenne nationale de pétrole (NOC) appelle à présent les firmes internationales à réinvestir dans l'exploitation de ses ressources. Le pétrolier italien Eni a ainsi conclu un accord avec la NOC en novembre 2022. Huit milliards de dollars seront investis afin de développer le potentiel gazier de deux champs situés au large des côtes libyennes, avec une production estimée à 850 millions de mètres cubes de gaz par jour. (© Shutterstock)

3,4 % de l'énergie primaire mondiale (10). La part de l'Afrique dans la consommation mondiale de combustibles fossiles est inférieure à sa part dans la production (entre 4 % et 8 % selon les combustibles). En outre, la majorité des populations subsahariennes reste dépendante de la biomasse traditionnelle pour accéder à l'énergie de base et n'a pas accès aux sources modernes d'énergie telles que le butane et l'électricité : 25 des 54 pays d'Afrique se trouvaient en situation de crise énergétique en 2012, et le taux d'accès à l'électricité en 2020 n'était que de 48,2 %, chiffre recouvrant d'importantes disparités nationales (11). De nombreux pays du continent font face à des factures énergétiques très élevées, des coupures régulières d'électricité et/ou des vols d'énergie. Le cas du Nigéria est emblématique : premier pays africain en termes d'économie et de population, il connaît toutefois de vastes pannes de courant (12), en raison d'infrastructures



permis à des pays producteurs de financer leurs efforts armés (Biafra, Angola ou Soudan entre autres).

Les activités de production et d'extraction peuvent également être contraintes par des risques sécuritaires préexistants. Dans plusieurs pays d'Afrique, l'insécurité locale due à la présence de milices armées, à des tensions intercommunautaires et à d'autres problèmes de gouvernance, sont autant de facteurs pouvant nuire aux activités commerciales et aux investissements potentiels sur le continent. Shell, principal opérateur au Nigéria, a été contraint de se retirer de certaines zones du pays. En septembre 2010, sept employés d'Areva et de Satom (filiale du groupe Vinci) sont enlevés par Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) dans la ville d'Arlit, au Niger, où est extrait l'uranium exploité pour les centrales nucléaires françaises. Les sites d'extraction des compagnies internationales constituent des cibles privilégiées pour des groupes terroristes visant les intérêts occidentaux. Plus récemment, fin mars 2021, une attaque de l'État islamique contre la ville portuaire de Palma dans le Cabo Delgado a poussé TotalEnergies à suspendre jusqu'à nouvel ordre son projet gazier « Mozambique LNG » du site d'Afungi. L'insécurité dans cette région, en proie à une importante menace djihadiste, est un frein à la course au gaz naturel dans le Mozambique. Seul le projet offshore d'ENI semble pour l'heure épargné, le risque d'attaque en haute mer étant moindre. Relancé en juin 2022, le projet de gazoduc transsaharien, reliant sur 4100 kilomètres le Nigéria à l'Algérie en passant par le Niger, était lui aussi en sommeil depuis près de dix ans, en partie en raison des obstacles sécuritaires dans la région sahélo-saharienne. De nombreux groupes armés terroristes sont bien implantés sur le passage du gazoduc, comme AQMI et l'État islamique au Grand Sahara, au Niger, Boko Haram et l'État islamique en Afrique de l'Ouest, au nord du Nigéria. Mais le contexte géopolitique actuel de diversification des ressources et de concurrence entre puissances<sup>(16)</sup> a favorisé la relance du projet par ses principaux acteurs.

## Un facteur aggravant mais non déterminant

Peut-on parler d'une nouvelle « malédiction des ressources énergétiques fossiles » ? Si l'on a pu observer, dans des pays

comme le Nigéria, une corrélation forte entre l'exploitation des hydrocarbures et la présence de violences dans les États producteurs, ces ressources ne sont pas pour autant des facteurs déterminants et systématiques de conflit. L'importance de l'énergie est souvent surestimée dans l'analyse des conflits ; or, nombre d'entre eux — tels que les guerres civiles en Angola, au Tchad et au Soudan — ont émergé avant même l'arrivée du pétrole ou son exportation<sup>(17)</sup>. Souvent réduite à une « guerre du pétrole », la guerre civile du Soudan du Sud (2013-2020) résulte davantage d'une lutte de pouvoir entre dirigeants et des ravages causés par les guerres civiles soudanaises avant la partition (1955-1972 et 1983-2005). Les conflits africains découlent souvent de dynamiques complexes où se mêlent facteurs politiques, socioéconomiques, culturels et régionaux, entre autres. Plutôt que le pétrole lui-même, la gestion des ressources s'avère plus déterminante, les problèmes de gouvernance étant à l'origine de nombreux conflits sur le continent.

Toutefois, l'énergie reste une « arme » au cœur de nombreux enjeux de pouvoir et d'aspects fondamentaux de l'avenir de l'Afrique : le développement et le changement climatique. Continent le moins consommateur d'énergie au monde, l'Afrique sera pourtant l'un des plus vulnérables au changement climatique en raison de sa situation géographique et de son manque de ressources et d'infrastructures adaptées. Les activités d'extraction nuisent déjà à la biodiversité et aux modes de vie des communautés dans des zones comme le delta du Niger. En outre, l'explosion démographique sur le continent<sup>(18)</sup> rend exponentielle la demande en ressources vitales, si bien que l'incapacité des États à répondre aux besoins croissants de leurs populations plus nombreuses sera nécessairement source de tensions politico-sécuritaires. Malgré un vaste potentiel dû à l'abondance de ses ressources naturelles, les investissements africains dans les énergies propres restent très bas (chute de 35 % en 2021 selon BloombergNEF<sup>(19)</sup>). Face aux risques importants de déstabilisation écologique, ils s'imposent plus que jamais.

## Djenabou Cisse

### Notes

- (1) Dont Survie, les Amis de la Terre et quatre associations ougandaises.
- (2) BP, « Statistical Review of World Energy », 71<sup>e</sup> édition, 2022 (<https://rb.gy/o12idu>).
- (3) Statista (<https://rb.gy/qi0olr>).

(4) Selon H. Lee et D. A. Shalmon, « Searching for Oil: China's Oil Strategies in Africa », 2008 ; et I. Gary et T. L. Karl, « Le fond du baril : boom pétrolier et pauvreté en Afrique », rapport du Catholic Relief Services, juin 2003 (<https://rb.gy/a0ivso>).

(5) Le 13 novembre 2022, le champ a délivré son premier chargement de GNL.

(6) Agence internationale de l'énergie, « World Energy Outlook 2016 » (<https://rb.gy/nhb10p>).

(7) Emmanuel Hache « Énergie. La guerre en Ukraine rebat les cartes de la géopolitique de l'énergie », dans Pascal Boniface (dir.), *L'Année stratégique 2023 : analyse des enjeux internationaux*, Armand Colin, 2022.

(8) Cyril Bensimon, « Le gaz africain, une alternative aux importations russes pour les Européens ? », *Le Monde*, 15 juin 2022, infographie de Rystad Energy (<https://rb.gy/lo9dcj>).



(9) African Energy Chamber, « The State of African Energy 2023 Outlook », pages 9 et 45 (<https://rb.gy/vfnc0r>).

(10) BP, « Statistical Review of World Energy », 71<sup>e</sup> édition, juin 2022 (<https://rb.gy/o12idu>).

(11) Riccardo Puliti, « Engager l'Afrique sur la voie de l'accès universel à l'électricité », 31 janvier 2022, Blogs.WorldBank.org (<https://rb.gy/9iconi>).

(12) Le pays connut 206 pannes entre 2010 et 2019 selon les médias locaux.

(13) Terme développé pour la première fois en 1977 par *The Economist* pour décrire le déclin de l'industrie manufacturière hollandaise après la découverte du vaste gisement gazier de Groningue en 1959.

(14) Il y aurait eu 470 000 barils volés par jour selon la Nigerian National Petroleum Corporation.

(15) « Pétrole : la production du Nigéria au plus bas depuis vingt ans », *Les Échos*, août 2009 (<https://rb.gy/2kfbas>).

(16) Le projet est en concurrence directe avec le gazoduc *Maroc-Nigéria* (NMGF).

(17) Les deux premières guerres civiles tchadiennes (1965-1979 et 1979-1982) ont débuté avant même que le pays ne commence à exporter du pétrole (en 2003).

(18) Doublement de la population prévu d'ici 2050 selon l'ONU.

(19) NetZero Pathfinders Africa Report (<https://rb.gy/j3utor>).

### Photo ci-dessus :

Exploitation pétrolière et gazière au Gabon. Selon le rapport de l'ONG Global Energy Monitor « La ruée vers le gaz africain » (publié en décembre 2022), 245 milliards de dollars d'investissements seraient prévus pour la construction de terminaux de gaz naturel liquéfié sur le continent. L'ONG américaine relève qu'« une grande partie de ce gaz est destiné à pallier la crise énergétique à court terme de l'Europe résultant de l'invasion de l'Ukraine par la Russie », et que la majorité des investissements se concentrent sur la capacité d'exportation des pays, « ne faisant pas grand-chose pour améliorer l'électrification du continent ». (© Shutterstock)